



Déclaration liminaire
UNSA Education
CTSD du 6 septembre 2022

Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

La rentrée scolaire 2022 s'opère dans un contexte sanitaire plus apaisé que les deux précédentes mais notre système éducatif a été durablement affaibli par la pandémie COVID et par 5 ans de mise en tension de l'ensemble du système et d'une rupture de confiance entre les personnels et leur ministre.

Cette confiance a été ébranlée dans les dernières années par une méthode de management et de communication ministérielle qui mettait tous les niveaux du système en porte-à-faux avec l'opinion publique. La nomination d'un nouveau ministre annonçait un style différent et doit aussi être un changement de méthode. Notre fédération sera attentive au caractère durable de ce changement de ton.

Dans un contexte global anxiogène, la société attend beaucoup de l'Éducation. Mais comment être à la hauteur de la transition numérique et de la transition écologique qui changent le monde, quand l'attractivité des métiers de l'éducation est en question ? La revalorisation des métiers de l'éducation est annoncée régulièrement mais la France reste mal classée dans les comparaisons internationales qui traitent des rémunérations. Comment alors attirer les meilleur-es étudiant-es vers la formation d'enseignant-es et de personnels éducatifs dont la responsabilité sera si cruciale pour assurer ces transitions ? Sans volonté politique forte, voire, sans courage et sans moyens à la hauteur des besoins, comment faire avancer la mixité sociale et une inclusion de qualité et sans souffrance au sein de notre système éducatif ? Notre fédération invite fortement le nouveau ministre à avancer sur ces chantiers essentiels pour notre École.

La question de l'attractivité doit être appréhendée globalement et intégrer le besoin d'une revalorisation importante de tous les métiers ainsi que la qualité de vie au travail, la formation et le développement professionnel pour redonner du sens à nos métiers. Il faut nous en donner les moyens et créer l'envie ; l'envie de travailler dans les métiers de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture, l'envie de participer à un projet commun pour réduire les inégalités scolaires et sociales et pour construire un avenir meilleur prenant en compte les enjeux du dérèglement climatique.

Le président de la République a dressé un constat assez sombre de l'état de l'École avec des élèves « malheureux », des parents d'élèves « anxieux » ou encore des professeurs « désabusés » mais ne semble pas faire le lien avec la politique conduite durant son premier quinquennat. Bien qu'il répète vouloir une nouvelle méthode, il ne réussit pas à en changer. Il propose déjà un certain nombre de « solutions » personnelles, comme pour la voie professionnelle, sans tenir compte de la complexité des sujets à laquelle les personnels se heurtent tous les jours, notamment du fait de réformes toutes fraîches et mal conçues sous l'empressement politique. Il en va de

même pour une nouvelle réforme de la formation initiale des enseignants alors que la dernière a connu sa première session de concours au printemps et a accéléré la crise aiguë du recrutement de cette rentrée.

Le président a aussi repris un certain nombre d'annonces déjà faites sans apporter de précisions.

Il a réaffirmé un salaire de 2000 € pour les débuts de carrière mais n'a toujours pas dit à qui cela s'adresse précisément. Pour l'Unsa Education, il faut revaloriser les métiers de l'éducation dès l'année de stage. Cette revalorisation doit aussi s'adresser de façon importante à ceux qui sont déjà en fonction. Le président a redit sa volonté de rémunérer de nouvelles missions pour les volontaires. L'Unsa Education souhaite qu'il commence par reconnaître l'ensemble des missions accumulées depuis de longues années comme le suivi individualisé des élèves notamment en situation de handicap, l'accompagnement à l'orientation, ou encore la conception et la conduite de projets pédagogiques, par exemple. Il doit aussi reconnaître la charge de travail devenue très lourde.

Il a rappelé sa volonté de soutenir les projets pédagogiques dans sa logique d'école du futur. Il a annoncé la création d'un fonds dédié de 500 millions d'euros. L'Unsa Education rappelle à son tour que les projets d'école et d'établissement ont été lancés il y a plus de 30 ans, qu'ils se sont épuisés faute de moyens et qu'ils ont souffert de la normalisation pédagogique descendante depuis la rue de Grenelle ces 5 dernières années.

Pour l'Unsa, alors que le Service public d'éducation s'approche d'un point de rupture, il est urgent d'ouvrir sérieusement ces sujets importants, sans intentions cachées et ni idées préconçues et avec un calendrier permettant de construire avec les professionnels plutôt que de les soumettre à des effets d'annonce. Il faut aussi s'attaquer à d'autres défis comme la mixité sociale dans l'École ou l'impact de la pauvreté sur la scolarité des élèves. Ces sujets continuent d'être passés sous silence alors qu'ils sont déterminants.

Dans cette perspective, l'UNSA Éducation veut porter un discours positif pour l'avenir de notre système éducatif, dont le fonctionnement quotidien s'appuie sur l'engagement sans faille de ses agents et de ses agentes. Ce dévouement est la première force de notre École : pour le soutenir et pour assurer une éducation de qualité sur tous les territoires, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui quand tant de postes n'ont pas été pourvus pour cette rentrée, les lieux communs et les annonces sans lendemain ne sont plus possibles. L'UNSA Éducation demande à ce qu'on prenne le temps d'écouter les personnels et leurs représentant·es pour construire des réponses durables pour notre système éducatif.

Xavier LIOTÉ

Titulaire au CTSD pour l'UNSA Education

Marion Compain

Suppléant au CTSD pour l'UNSA Education